



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 OCTOBRE 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3441

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 2 octobre 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer en conseil en loi de la Reine, par commission sous le grand sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

SECTION DE MONTRÉAL.

Hon. A. W. Atwater et M. Geo. G. Foster.

SECTION DE SAINT-FRANÇOIS.

MM. Louis C. Bélanger et J. E. Genest.

3415

#### Proclamation

Canada  
Province de  
Québec

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th OCTOBER, 1899

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3442

#### Appointments

##### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 2nd October, 1899.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, has been pleased to appoint the persons hereinafter named, to be Queen's Counsel, by commission under the great seal of the province.

MONTRÉAL SECTION.

Hon. A. W. Atwater and Mr. Geo. G. Foster.

SAINT FRANCIS SECTION.

Messrs. Louis C. Bélanger and J. E. Genest.

3416

#### Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

**A** Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—SALUT.

**PROCLAMATION.**

**A** TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le SEPTIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. OEA QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2815

**Avis du Gouvernement**

Avis public est par le présent donné que, en vertu de " la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour de septembre courant, incorporant William Currie, manufacturier de papier ; Frank Paterson Currie, marchand ; James Trail Shearer, marchand de bois ; Hon. J. Aldéric Ouimet, juge de la cour du Banc de la Reine ; John Livingstone, comp able, tous de la cité de Montréal, et Thomas E. Fee et Emerson Sandford Fee, de Saint-Hyacinthe, marchands de bois, dans les buts suivants, à savoir :

D'acquérir, posséder, vendre, louer, exploiter des pouvoirs d'eau y compris les privilèges sur icelles, des propriétés immobilières, des limites à bois, des glissoires par eau ou autrement, ainsi que les privilèges sur icelles et dépendances pour le commerce de bois ; des terrains miniers et droits des privilèges de toute sorte dans et sur les propriétés acquises ;

D'acquérir, acheter, vendre, importer ou exporter en général des marchandises et des provisions, de manufacturer des billots, de bois de sciage, de poudre ou fleur de bois (*wood-flour*), de bois de

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

**PROCLAMATION.**

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

2816

**Government Notices**

Public notice is hereby given that, under the " Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of September instant, incorporating William Currie, paper manufacturer ; Frank Paterson Currie, merchant ; James Trail Shearer, lumber merchant ; Honorable J. Aldéric Ouimet, judge of the Court of the Queen's Bench ; John Livingstone, accountant, all of the city of Montreal, and Thomas E. Fee and Emerson Sandford Fee, of Saint Hyacinth, lumber merchants, for the following purposes, viz :

To acquire and own, sell, lease and deal in water powers, and interests in water powers, real properties and interests in real properties, timber limits, slides, by water or otherwise, and interests in slides and other appurtenances for lumbering, mining lauds, and rights or interests of every kind in and to property acquired.

To acquire, buy, sell, and import or export general merchandise and supplies, and manufacture and deal in logs, sawn lumber, wood flour, pulp woods, pulp, and paper, and manufactures of pulp

pulpe, de pulpe, de papier, et en faire le commerce, d'ériger et exploiter des manufactures de pulpe et de papier, des moulins, et de transiger toutes affaires comme marchands et manufacturiers de bois, de pulpe, de papier et autres articles de toutes sortes concernant toutes telles productions dans ce genre d'affaires ;

D'acquérir, développer, louer, vendre des pouvoirs d'eau pour produire l'électricité, pour l'industrie, le transport d'éclairage et la production du carbide de calcium, enfin de manufacturer, acheter, vendre, louer tout ce qui peut produire la force motrice, l'éclairage, le chauffage, etc., et tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de "The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Company of Montreal, avec un fonds social d'un million de piastres (\$1,000,000) divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour de septembre 1899.

3409 JOS. BOIVIN,  
Assistant-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de septembre courant, incorporant David Lemay, tanneur et cordonnier, de la ville d'Acton, dans le comté de Bagot ; Magloire Cléophas Galarneau, marchand de cuir en gros ; Louis Edgar Gauthier, marchand de cuir en gros ; Joseph Daoust, marchand de chaussures en gros, tous trois de la cité de Montréal, et Célestin Lalonde, marchand de chaussures en gros, de la ville de Saint-Paul, près Montréal, pour les fins suivantes, savoir :

De faire les affaires comme tanneurs de cuir et fabricants de chaussures et de tous autres objets faits avec le cuir ou les peaux ; de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ;

Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente ou brevet d'invention en rapport avec les susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer ;

Recevoir du conseil de la ville d'Acton, le bonus de dix mille dollars voté par lui en décembre mi huit cent quatre-vingt-dix-huit, en faveur de David Lemay, l'un des requérants, sous le nom de "The Acton Leather and Shoe Company," avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de septembre 1899.

3411 JOS. BOIVIN,  
Assistant-secrétaire de la province

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :  
Adj. 6793.

Wolfe.

Lot 26, du 11e rang, à Joseph Hedge.  
Lot 28, du 11e rang, à Michael Twohey.  
Lot 6, du 14e rang, à Joseph Leblais.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissionaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 30 septembre 1899.

and paper ; and to erect and operate mills and conduct the business of merchants and manufacturers in lumber, pulp, paper, and articles of every kind from such productions and articles in connection therewith.

To acquire, develop, lease, or sell water powers for electrical, industrial, transportation, and lighting purposes, and for the manufacture of carbide of calcium, and to manufacture, buy, sell, or lease anything incidental thereto and in motive powers, lighting, heating, &c., by the name of "The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Company of Montreal," with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-ninth day of September, 1899.

3410 JOS. BOIVIN,  
Assistant provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing dated the twenty-eighth day of September instant, incorporating David Lemay, leather dresser and shoemaker, of the town of Acton, in the county of Bagot ; Magloire Cléophas Galarneau, wholesale leather dealer ; Louis Edgar Gauthier, wholesale leather dealer ; Joseph Daoust, wholesale shoe dealer, those three of the city of Montreal, and Célestin Lalonde, wholesale shoe dealer, of the town of Saint Paul, near Montreal, for the following purposes, namely :

To carry on business as leather dressers and manufacturers of shoes and all other articles made from leather and skins ; to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ;

To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company ;

To receive from the council of the town of Acton, the bonus of ten thousand dollars which has been voted by said council during the month of December, eighteen hundred and ninety-eight, in favor of David Lemay, one of the applicants, by the name of "The Acton Leather and Shoe Company," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred shares (100) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of September, 1899.

3412 JOS. BOIVIN,  
Assistant Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, v.z :  
Adj. 6793.

Wolfe.

Lot 26, in the 11th range, to Joseph Hedge.  
Lot 28, in the 11th range, to Michael Twohey.  
Lot 6, in the 14th range, to Joseph Leblais.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 30th September, 1899.

## PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Révisés de Québec, savoir :

*Doncaster.*  
 Lot 11, du 3<sup>e</sup> rang, à Joseph Lachaine.  
 Lot 13, du 4<sup>e</sup> rang, à Marcel Massé,  
 Lot 16, du 10<sup>e</sup> rang, à Eug. Giguère.  
 E. E. TACHE,  
 Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
 Forêts et Pêcheries,  
 Québec, 30 septembre 1899. 3413

No. 272.99.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 août dernier (1899), d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Paul de l'Île aux Noix", comté de Saint-Jean, la nouvelle paroisse de ce nom, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 18 novembre dernier, 1898.

Cette érection ne prendra effet que le 1<sup>er</sup> juillet prochain, 1900. 3417

No 1986.99.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS

*de demande de changements de limites de municipalités scolaires.*

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de "Sayabec," comté de Matane, tout le territoire compris dans la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, qui ne fait pas actuellement partie de la dite municipalité scolaire. Ce changement de limites, s'il est autorisé, ne devant prendre effet que le 1<sup>er</sup> juillet 1900. 3471

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 3 octobre 1899.

Présent : —Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Jean des Piles, dans le comté de Champlain, le premier jour de mai 1899, a fait voir à Son Honneur le lieutenant gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint-Jean des Piles, dans le comté de Champlain, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

3429

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Doncaster.*  
 Lot 11, in the 3<sup>rd</sup> range, to Joseph Lachaine.  
 Lot 13, in the 4<sup>th</sup> range, to Marcel Massé.  
 Lot 16, in the 10<sup>th</sup> range, to Eug. Giguère.  
 E. E. TACHE,  
 Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
 Forest and Fisheries,  
 Quebec, 30th September, 1899. 3414

No 272.99.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a new school municipality.*

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st August last, 1899, to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Paul de l'Île aux Noix", county of Saint John, the new parish of that name, with the boundaries assigned to it by the proclamation of the 18th November last, 1898.

This erection to take effect only on the 1st of July next, 1900. 3418

No. 1986.99.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

*of application to change limits of school municipalities.*

Application is made to annex to the school municipality of "Sayabec," county of Matane, all the territory comprised in the parish of Sainte-Marie de Sayabec, which does not actually form part of the said school municipality. This change of limits, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July, 1900. 3472

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 3<sup>rd</sup> October 1899.

Present : —The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Saint Jean des Piles, in the county of Champlain, on the first day of May, 1899, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provision of "The Municipal Code of the province of Quebec," may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Jean des Piles, in the county of Champlain, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

3430

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 3 octobre 1899.

Présent :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford, le troisième jour de juillet (1899), a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

3427

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 3 octobre 1899.

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par ordre en date du 3 octobre courant (1899), de permettre que les minutes, répertoire et index de feu Frs. de Sales Bastien, en son vivant notaire public, du village de Saint-Michel de Vaudreuil, district de Montréal, soient remis à Eug. C. Bastien, éc., notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

3431

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 3 octobre 1899.

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par ordre en date du 3 du courant (1899), de permettre que les minutes, répertoire et index de feu Melchior Frévoist, en son vivant notaire public, de la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, soient remis à P. F. E. Petit, éc., notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

3433

No. 836-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité de "Sainte-Brigide," dans le comté d'Iberville, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité ; qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi ; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil, que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclaré dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

P. B. DELABRUÈRE,  
Surintendant.

Québec, 30 septembre 1899.

3345-2

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 3rd October, 1899.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford, on the third day of July (1899), it hath been shewn to the Lieutenant Governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by laws and resolutions of the said municipal council of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

3428

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 3rd October, 1899.

Public notice is hereby given that His Honor the lieutenant governor has been pleased, by order in council, dated the 3rd of October instant (1899), to allow the minutes, repertory and index of the late Frs. de Sales Bastien, in his lifetime notary public, of the village of Saint Michel de Vaudreuil, district of Montreal, to be transferred to Eug. C. Bastien, esquire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial Secretary.

3432

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 3rd October, 1899.

Public notice is hereby given that His Honor the lieutenant governor in council, has been pleased, by an order dated the 3rd instant (1899), to allow the transfer of the minutes, repertory and index of the late Melchior Frévoist, in his lifetime notary public, of the town of Saint Jérôme, county of Terrebonne, to P. F. E. Petit, esq., notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.

3434

No 836-97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Whereas the dissentient school trustees of the municipality of "Sainte-Brigide," in the county of Iberville, have allowed a year to elapse without having a school in their municipality ; whereas they do not carry out the school law and take no steps to have schools according to law ; I therefore, give notice that after three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to the lieutenant governor in council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay specified by law.

P. B. DELABRUÈRE,  
Superintendent.

Quebec, 30th September, 1899.

3346

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.—  
Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.—  
Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar right or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay to the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle c arte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3437

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celle de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3438

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 450 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts. Il doit déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tranway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de villes, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et qui sera remplacé par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page for printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tranway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended

à sonder soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS  
3439 Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la ville de Sainte-Anne de Bellevue s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire refondre sa charte.

FORTIN & LAURENDEAU,  
Procureurs de la dite ville.  
Montréal, 4 octobre 1899. 3453

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie qui sera connue sous le nom de "The Equitable Fire Insurance Company of Montreal", avec pouvoir de faire des affaires d'assurance contre le feu dans la province de Québec, de tenir assurés contre les accidents du feu et de la foudre les bâtisses situées sur tout bien-fonds dans les limites de la province de Québec, ainsi que les meubles de ménage, et tous effets mobiliers en général, contenus dans telles bâtisses; avec en outre le pouvoir pour la dite compagnie d'acquérir des biens meubles et immeubles dans la province de Québec, pour l'utilité de ses affaires, et de placer ses fonds en immeubles dans la dite province ou sur hypothèque sur tels immeubles, ou en débetures de la puissance ou de la province, ou municipales, ou en débetures de compagnies incorporées faisant affaires dans la province de Québec.

DORAIS & DORAIS,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 4 octobre 1899. 3461

Avis est par les présentes donné que demande sera faite par la "National Trust Company (Limited)" à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte aux fins de confirmer les lettres patentes émises sous les dispositions de l'Ontario Companies' Act, incorporant la dite compagnie, afin de lui permettre d'exercer ses pouvoirs dans la province de Québec, d'y faire les affaires d'une compagnie de fiducie, et d'accepter la position de fiduciaire, d'exécuteur et de curateur, et pour d'autres fins.

M. GIBBON, CASGRAIN,  
RYAN & MITCHELL,  
Procureurs de la requérante.  
Montréal, 27 septembre 1899. 3383-2

#### AVIS

Est par les présentes donné que Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dussault, Solyme

repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

L. G. DESJARDINS,  
3430 Clerk of the Legislative Assembly.

### Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the legislature of the province of Québec, by the town of Sainte Anne de Bellevue, to revise entirely its charter.

FORTIN & LAURENDEAU,  
Solicitors for the said town.  
Montreal, 4th October, 1899. 3454

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Québec legislature, at its next session, for the incorporation of a company which will be known by the name of "The Equitable Fire Insurance Company of Montreal", with power to do a fire insurance business in the province of Québec, to keep insured against accidents by fire or lightning buildings erected on any lots within the limits of the province of Québec, as well as articles of furniture, and all other movables generally, contained in such buildings; with also the power to the said company to acquire real and personal estate in the province of Québec, for the use of its business and to invest its money in real estate in this province, or in mortgages on such property, or in Dominion or provincial, or municipal bonds, or in the debentures of incorporated companies carrying on business in the province of Québec.

DORAIS & DORAIS,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 4th October, 1899. 3462

Notice is hereby given that application will be made by the "National Trust Company, Limited)" to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to confirm the letters patent issued under the Ontario Companies' Act, incorporating the said company to allow it to exercise its powers in the province of Québec, to transact therein the business of a trust company, and to accept the position of trustee, executor and curator, and for other purposes.

M. GIBBON, CASGRAIN,  
RYAN & MITCHELL,  
Solicitors for applicant.  
Montreal, 27th September, 1899. 3384

#### NOTICE

Is hereby given that Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dussault, Solyme Turcotte,

Turcotte, Thomas Déchène et autres bouchers et commerçants de lard, tous de la cité de Québec, formant partie de l'association existant actuellement sous le nom de l'"Association des Bouchers et commerçants de lard de Québec," s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association sous le nom susdit, et lui donnant les pouvoirs d'ester en justice, de contracter, d'acquiescer et posséder des biens meubles et immeubles, d'adopter et d'amender des règlements concernant l'administration des affaires de la dite association, et autres pouvoirs nécessaires à ses fins.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 26 septembre 1899. 3357-2

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie qui sera connue sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe," avec pouvoir de construire, équiper et mettre en opération un chemin de fer électrique dans les limites de la cité de Saint-Hyacinthe, les paroisses de Saint-Hyacinthe "Notre-Dame," Saint-Thomas d'Aquin, La Présentation, Saint-Denis, Saint-Charles et la municipalité de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le comté Hyacinthe; les paroisses de Saint-Dominique, dans le comté de Bagot, Saint-Valérien de Milton, Sainte-Pudentienne de Roxton jusqu'au village de Roxton Falls, avec en outre le pouvoir de construire et maintenir des ponts sur la rivière Yamaska et autres rivières et cours d'eau se trouvant sur le parcours ci-dessus, avec lignes pour téléphone et télégraphe et autres droits, privilèges et pouvoirs nécessaires pour les fins ci-dessus mentionnées.

M. E. BERNIER,  
Pour les requérants.  
Saint-Hyacinthe, 12 septembre 1899. 3229-4

#### AVIS.

Victor-Emile Rioux, de la cité de Sherbrooke, Qué., étudiant en droit, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

CHS. LANGELIER,  
Proc. du requérant.  
Sherbrooke, 23 septembre 1899. 3347-2

#### AVIS.

Thomas François Blais, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, étudiant en droit, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

HECTOR GAUDET,  
Procureur du requérant.  
Sherbrooke, 28 septembre 1899. 3349-2

### Avis Divers

#### AVIS

Est par le présent donné que demande de certificat d'incorporation pour assurance mutuelle de paroisse, sera faite à l'Honorable Trésorier de la province de Québec par "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Saint-François de Sales, comté de Laval," suivant l'article 5369 des statuts refondus de la province de Québec.

L. C. FORGET,  
Secrétaire. 3423

Thomas Déchène and other butchers and pork dealers, all of the city of Québec, forming part of the existing association known as the "Quebec Butchers and Pork dealers Association" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the aforesaid name, and giving it power to give, to acquire and hold movable and immovable property, to adopt and amend by-laws concerning the administration of the affairs of the said association, and other powers necessary for its purposes.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,  
Attorneys for petitioners.  
Quebec, 26th September, 1899. 3358

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, for the incorporation of a company which will be known as "The Saint Hyacinthe Electric Railway Company," with power to built, equip and operate an electric railway, in the limits of the city of Saint Hyacinthe, of the parishes of Saint Hyacinthe "Notre Dame," Saint-Thomas d'Aquin, La Présentation, Saint-Denis, Saint-Charles and the municipality of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, in the county of Saint Hyacinthe; the parishes of Saint Dominique, in the county of Bagot, and Saint Valérien de Milton, Sainte Pudentienne de Roxton to the village of Roxton Falls, with the power to built and maintain bridges across the river Yamaska and other rivers and water courses in the above limits, with telephone and telegraph lines and other rights, privileges and powers necessary for the above purposes.

M. E. BERNIER,  
For the applicants.  
Saint Hyacinthe, 12th September, 1899 3230

#### NOTICE.

Victor-Emile Rioux, of the city of Sherbrooke, student at law, will apply to the legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Québec to admit him among its members after examination.

CHS. LANGELIER,  
Attorney for petitioner.  
Quebec, 23rd September, 1899. 3348

#### NOTICE.

Thomas François Blais, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, student at law, will apply to the legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Québec to admit him among its members after examination.

HECTOR GAUDET,  
Attorney for petitioner.  
Sherbrooke, 28th September, 1899. 3250

### Miscellaneous Notices

#### NOTICE

Is hereby given that an application for a certificate of incorporation for mutual parish insurance will be made to the Honorable Treasurer of the province of Québec, by the Mutual Fire Insurance Company of Saint François de Sales, county of Laval, pursuant to article 5369 of the Revised Statutes of the province of Québec.

L. C. FORGET,  
Secretary. 3424

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie de l'Hôtel Mount Murray, limitée."

2° L'objet de cette compagnie est d'acheter, louer, construire et exploiter un ou plusieurs hôtels et des cottages, d'acheter des terrains, dans le but de construire des hôtels et cottages, les exploiter ou les faire exploiter.

3° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$10,000, divisé en 200 actions de \$50 chacune.

4° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de la Malbaie, comté de Charlevoix, province de Québec.

5° Les noms, professions et résidence de chaque requérant, sont comme suit: Elie Harvey, marchand; Simon Cimon, ingénieur civil; Joseph Couturier, commis; Napoléon Alfred Dassylva, marchand, tous du village de la Malbaie, et Joseph Duchesne, cultivateur, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, dans le district de Saguenay, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté.

PIERRE D'AUTEUIL,  
Procureur des requérants.

Malbaie, 2 octobre 1899.

3413

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir:

1° Le nom collectif de la compagnie sera: "The Maple Clothing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'habillements.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long des requérants sont comme suit: William Mitchell, marchand, de la ville de Drummondville; George H. Church, marchand de bois, de Mitchell Station, tous deux du district d'Arthabaska; Hon. Alfred A. Thibaudeau, marchand; William Barclay Stephens, courtier, et James N. Greenshields, Conseil de la Reine, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 23 septembre 1899.

3337.2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies Act and amendments, constituting the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The proposed corporate name of the company is: "The Hotel Mount Murray Co., limited".

2. The object of this company is to buy, rent, construct, carry on or conduct one or several hotels and cottages, to purchase lands with the object of building, conducting or having conducted hotels and cottages.

3. The amount of the capital stock of the said company shall be \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each.

4. The principal place of business of the said company shall be in the village of Malbaie, in the county of Charlevoix, province of Québec.

5. The names, occupations and residence of each of the applicants is as follows: Elie Harvey, merchant; Simon Cimon, civil engineer; Joseph Couturier, clerk; Napoléon Alfred Dassylva, merchant, all of the village of Malbaie, and Joseph Duchesne, farmer, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, in the district of Saguenay, who are to be the first or provisional directors of the said company, all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

PIERRE D'AUTEUIL,  
Attorney for petitioners.

Murray Bay, 2nd October, 1899.

3444

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation under letters patent, of the province of Québec, under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit:

1. The corporate name of the company is to be "The Maple Clothing Company."

2. The object from which incorporation is sought is to manufacture, buy, sell and deal in all kinds of clothings.

3. The chief place of business of the said company is to be in the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, in the province of Québec.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full of each of the applicants are as follows: William Mitchell, merchant, of the town of Drummondville; George E. Church, lumberman, of Mitchell Station, both of the district of Arthabaska; Honorable Alfred A. Thibaudeau, merchant; William Barclay Stephens, broker, and James N. Greenshields, Queens Counsel, all of the city and district of Montréal, who are to be the first or provisional directors of the said company, who are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Solliciteurs for applicants.

Montreal, 23rd September, 1899.

3338

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a

seil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Eureka Cigar Manufacturing Company" ;

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de cigares de tabac et de ses produits ;

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec ;

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$50,000.00 divisé en 500 actions de \$100.00 chacune ;

5° Les noms au long des requérants sont comme suit : Abraham Jacob Bloomfield, de la cité de Montréal, marchand ; William Mitchell, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, marchand ; William Lovett Hogg, courtier ; Joseph Patrick, marchand, et William Barclay Stephens, tous des cité et district de Montréal et tous de la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 23 septembre 1899. 3339-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Banker Hill Gold Mining Company Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'explorer, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer, vendre et faire le commerce de l'or, argent, cuivre, galène, fer et autres minerais, métaux et substances minérales, leurs composés et produits ; acquérir, acheter, louer et posséder partout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et intérêts dans les pouvoirs d'eau, bâties, améliorations, appareils, machines, droits de patente, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles à leurs affaires ou en rapport avec icelles, de vendre et louer aucune partie d'iceux ou en disposer autrement ; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquérir, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigation, travaux électriques, tramways, lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre et louer les pouvoirs d'eau ou électrique, instruments ou service de téléphone et de télégraphe, y compris manufacture et vente de lumière et chaleur artificielles, ou en disposer autrement ; de faire des affaires comme commerçants, d'acheter et vendre des effets, articles et marchandises ; d'acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension et aussi de les vendre, louer à volonté ou en disposer autrement.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$2,000,000.00 ; le nombre d'actions sera de deux millions, et le montant de chaque action sera de \$1.00,

charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "The Eureka Cigar Manufacturing Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, buy, sell and deal in cigars of tobacco and its products ;

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full of each of the applicants are as follows : Abraham Jacob Bloomfield, of the city of Montreal, merchant ; William Mitchell, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, merchant ; William Lovett Hogg, broker ; Joseph Patrick, merchant, and William Barclay Stephens, all of the city and district of Montreal, and all of the province of Quebec, who are to be the first or provisional directors of the said company, who are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd September, 1899. 3340

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be the Banker Hill Gold Mining Company Limited.

2. The objects for which incorporation is sought are, to explore for, mine, smelt, reduce, treat, manufacture, sell and deal in gold, silver, copper, galena, iron and all other ores, metals and mineral substances, their compounds and products ; to acquire, purchase, lease and hold by any legal title, all such lands, mining rights, timber limits, real and movable property and rights, water powers, and interests in water powers, buildings, improvements, plant, machinery, patent rights, royalties, and other things as may be necessary or useful in or in connection with their business, and the same or any part thereof to sell, lease, or otherwise dispose of ; to carry on the business of mining in all its branches, to acquire, construct and operate all useful works, improvements and inventions, including mills, water works, irrigating works, electrical works, tramways, telephone and telegraph lines, and to sell, lease, or otherwise dispose of water or electrical power, telephonic and telegraphic instruments or services, including the manufacture and sale of artificial light and heat ; to do business as traders, to buy and sell goods, wares and merchandise ; to acquire, build and operate shops, stores, hotels, and boarding houses, and the same at will, to sell, lease or otherwise dispose of.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$2,000,000.00 ; the number of shares is to be two millions, and the amount of each share \$1.00.

6° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont comme suit :

L'honorable Matthew H. Cochrane, sénateur du Canada, de Hillhurst P. Q.; Frank Thompson, baquier, et Cyrus A. French, marchand en gros, tous deux de la cité de Sherbrooke; William W. Bailey, entrepreneur, et R. H. Pope, écrivain, membre du parlement, tous deux de Cookshire, dans la dite province.

7° Les dits requérants seront tous les premiers directeurs de la compagnie, tous sont sujets anglais.

BROWN & MACDONALD,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 15 septembre 1899.

3267.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, afin d'incorporer les requérants et tels autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ci-dessous mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Lay Whip Company."

2° Les objets, en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'avoir le droit :

(a) De manufacturer et faire le commerce de fouets, mèches de fouet, viroles de voiture, (carriage washers), manches de fouet et articles en général en rapport à la manufacture de fouets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Rock Island, dans le comté de Stanstead et province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quarante mille piastres (\$40,000.00)

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents (400), de cent piastres chacune.

6° Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Edwin Ralph Lay, de la ville de Westfield, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, manufacturier; Thomas James Norris, du village de Rock Island, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec, manufacturier; Henry Tomkins, du village de Beebe Plain, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec; Edward Franklin Lay, de Westfield, dans le susdit état de Massachusetts et Andrew Thayer Chapin, du dit village de Rock Island, comté de Stanstead et province de Québec.

7° Edwin Ralph Lay, de la ville de Westfield, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, manufacturier; Thomas James Norris, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François et province de Québec, manufacturier, et Henry Tomkins, du village de Beebe Plain, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec, commis-voyageur, seront les principaux directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

M. F. HACKETT,

Solliciteur des requérants.

Stanstead, 13 septembre 1899.

3263-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, comme suit :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Albionite Company."

2° L'objet de la dite compagnie est de faire des affaires de manufacture et de commerce en général et plus particulièrement d'acheter, vendre, louer, hypothéquer ou autrement acquérir, aliéner, mettre en opération ou faire les affaires de mines et de propriétés minières, minéraux, produits minéraux ou objets manufacturés contenant des produits miné-

6. The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

The Honorable Matthew H. Cochrane, a senator of Canada, of Hillhurst, P. Q., Frank Thompson, banker, and Cyrus A. French, wholesale merchant, both of the city of Sherbrooke, William W. Bailey, contractor, and R. H. Pope, esq., member of Parliament, both of Cookshire, in the said province.

7. The said applicants who are all British subjects, are to be the first directors of the company.

BROWN & MACDONALD,

Attorneys for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 15th September, 1899.

3268

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies' Incorporating Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Lay Whip Company."

2. The purposes within the purview of the act for which incorporation is sought, are to have the right:

(a) To manufacture and deal in whips, lashes, carriage washers, whip stocks and articles generally pertaining to whip manufacture.

3. The chief place of business of the said company is to be in the village of Rock Island, in the county of Stanstead and province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock is forty thousand dollars (\$40,000.00).

5. The number of shares will be four hundred (400), of one hundred dollars each.

6. The names, professions and residences of applicants are as follows: Edwin Ralph Lay, of the town of Westfield, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, manufacturer; Thomas James Norris, of the village of Rock Island, in the county of Stanstead, district of Saint Francis and province of Québec, manufacturer; Henry Tomkins, of the village of Beebe Plain, in the county of Stanstead, district of Saint Francis and province of Québec; Edward Franklin Lay, of Westfield, in the state of Massachusetts aforesaid, and Andrew Thayer Chapin, of the said village of Rock Island and county of Stanstead and province of Québec.

7. Edwin Ralph Lay, of the town of Westfield, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, manufacturer; Thomas James Norris, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis and province of Québec, manufacturer; and Henry Tomkins, of the village of Beebe Plain, in the county of Stanstead, district of Saint Francis and province of Québec, commercial traveller, are to be the first and provisional directors of the said company.

M. F. HACKETT,

Solicitor for applicants.

Stanstead, 13th September, 1899.

3264

Notice is hereby given that application will be made to His Honor, the lieutenant-governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies' incorporation act, as follows :

1. The name of the proposed company is "The Albionite Company."

2. The object of the said company is to carry on a general manufacturing and trading business and more particularly buy, sell, lease, mortgage or in any other way to acquire, alienate, operate or deal in mines and mining properties, minerals, mineral products or manufactures containing mineral products, and to carry on any business, trade or

raux, et de faire toutes affaires, commerce ou opération qui peuvent être nécessaires, utiles ou en rapport à ceux, soit comme propriétaires ou agents.

3° Le principal bureau sera dans la cité de Montréal.

4. Le fonds social sera de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

5° Les requérants sont : Herbert W. A. Beattie, commis ; Thomas L. Brodie, agent ; George A. Forbes, courtier ; P. McConnell, agent, et Warren R. Leet, agent, tous de la cité de Montréal ; Frank N. McCrae, marchand, de South Dunham ; Chauncey Ashley, notaire, de Belleville, Ontario, et Barzel M. Strong, marchand, Evans Mills, de New-York, lesquels seront les premiers directeurs.

SETH P. LEET,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 20 septembre 1899.

3325-3

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la " Gazette Officielle de Québec ", une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom corporatif de la compagnie sera " la Compagnie de Savonnerie Franco-Canadienne ".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) d'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, bichs fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour la fabrication de tous savons, parfumeries, huiles essentielles, extraits, poudres, fards, eaux de toilette, cosmétiques, etc., etc., et convertissement de toutes matières résidus et autres, ressortant de la fabrication ci-dessus énoncée, telles matières et résidus devant être convertis en produits commerciaux.

(b) d'emprunter sur bons, ou autrement, d'hypothéquer, aliéner, ou autrement, disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(c) d'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille dollars (\$15,000.00).

5o Le nombre d'actions sera de trois cents (300), de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

6o Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Alexis Robert, pharmacien ; Joseph Henri Ostigny, comptable ; Théodoré Charles Lemaire, comptable ; William Renaud, comptable, et Aquila Cheval, pharmacien, tous de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents au Canada, et sujets de Sa Majesté.

DEWERS & DELORIMIER,

Procureurs des dits requérants.

Montréal, 20 septembre 1899.

3297

operation that may be necessary, useful or expedient in connection there with, either as principals or agents.

3. Its head office shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock shall be \$200,000, in 2,000 shares of \$100 each.

5. The applicants are : Herbert W. A. Beattie, clerk ; Thomas L. Brodie, agent ; George A. Forbes, broker ; P. McConnell, agent, and Warren R. Leet, agent, all of the city of Montreal ; Frank N. McCrae, merchant, of South Dunham, Chauncey Ashley, notary, of Belleville, Ontario, and Barzel M. Strong, merchant, Evans Mills, of New York, shall also be the first directors.

SETH P. LEET,

Solicitor for applicants.

Montreal, 20th September, 1899.

3326

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the " Quebec Official Gazette ", application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be the " Franco-Canadian Soap Manufacturing Company ".

2. The objects for which incorporation is sought for, are :

(a) to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situate and being in the province of Quebec, for the purpose of fabricating and manufacturing all soaps, perfumery, essential oils, extracts, powders, toilet waters, cosmetics, &c., &c. and converting all the residues thereof, in commercial products.

(b) to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate, or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(c) to exercise all the powers given by the Joint Stock Companies' Act, and its amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be three hundred (300), of fifty dollars (\$50.00) each.

6. The names, professions and residences of applicants are as follows : Alexis Robert, druggist ; Joseph Henri Ostigny, accountant ; Théodoré Charles Lemaire, accountant ; William Renaud, accountant, and Aquila Cheval, druggist, all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company. All residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

DEWERS & DELORIMIER,

Solicitors for said applicants.

Montreal, 20th September, 1899.

3298

Canada, }  
Province de Québec. }  
LA LOTERIE DES INFORTUNÉS.

## AVIS.

Nous soussignés, requérants, donnons avis de notre intention de demander des lettres patentes au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour les fins suivantes :

1° Le nom social de la compagnie projetée est "La Loterie des Infortunés".

2° L'objet de la dite compagnie est de venir en aide au support ou à l'érection d'asiles de nuit, et en leur distribuant une partie des profits en parts égales, provenant de la publication et distribution d'objets d'art (beaux arts), de peinture et sculpture, etc.

3° Le siège principal d'affaires de la dite compagnie est en la cité de Montréal.

4° Le fonds capital de la dite compagnie sera de cinq mille dollars (\$5,000).

5° Le nombre des actions sera de cinquante actions de cent dollars par chaque action.

6° Les noms des requérants sont : MM. Oscar Guyon Lemoine, directeur gérant de "La Caisse Générale", numéro cent quatre, avenue Laval, cité de Montréal, Joseph Napoléon Gauthier, caissier de "La banque Saint-Jean" en la dite ville de Saint-Jean, P. Q., Gustave des Troismaisons, directeur et gérant de la Dominion Ice Company, soixante et sept (67), rue Cathédrale, cité de Montréal, Louis Barthélemi Pouliot, comptable, de la cité de Montréal, rue Parc Logan Ouest, numéro deux cents, et Tanocrède Gauthier, comptable, de la ville de Saint-Jean, province de Québec.

7° Messieurs Oscar Guyon Lemoine, Joseph Napoléon Gauthier et Gustave des Troismaisons, requérants ci-dessus mentionnés, seront les trois directeurs provisoires de la dite compagnie.

J. C. McCULLY,  
3353-2 Solliciteur des requérants.

Avis est par le présent donné que l'honorable secrétaire provincial a octroyé une licence à The Scottish Union and National Insurance Company of Edinburgh, Ecosse, pour faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements dans la province de Québec.

Le principal agent et procureur de la compagnie, pour la province de Québec, est Walter Kavanagh, de la cité de Montréal.

WALTER KAVANAGH,  
Agent en chef et procureur.  
25 septembre, 1899. 3351-2

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.  
No 581.

Dame Marie Jessie Béatrice Lévesque, de la ville de Saint-Jérôme, dit district, épouse commune en biens de Alfred Antoine Laviolette, industriel, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

PREVOST & DE MARTIGNY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 20 septembre 1899. 3335-2

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } Cour Supérieure.  
No 139.

Dame Céline Grégoire, du village de Napierville, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Thomas Girard, fils, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

EMILE MERIZZI,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jean, 5 août 1899. 3361-2

Canada, }  
Province of Quebec. }  
LA LOTERIE DES INFORTUNÉS.

## NOTICE.

The undersigned, petitioners, hereby give notice that they will make application to the lieutenant governor of the province of Quebec, for letters patent for the following purposes :

1. The social name and style of the company in view, is "La Loterie des Infortunés."

2. The object of the said company is to contribute to the support or to the erection of Night Refuge, and by distributing to them in equal shares a portion of the profits made by the said company by the sale and distribution of objects of art such as paintings, drawings, &c.

3. The principal place of business and the head office of the said company shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company shall be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The shares of the said company will be of fifty in number, each share being of one hundred dollars.

6. The present petitioners are : Messrs. Oscar Guyon Lemoine, director and manager of "La Caisse Générale", of the city of Montreal, residing at number one hundred and four, Laval Avenue, Joseph Napoléon Gauthier, cashier of "La banque de Saint-Jean", in the said town of Saint-Johns, P. Q., Gustave des Troismaisons, director and manager of the Dominion Ice Company, residing at number sixty-seven, Cathedral street, in the city of Montreal, Louis Barthélemi Pouliot, accountant, of the city of Montreal, number two hundred, Park Logan West, and Tanocrède Gauthier, accountant, of the town of Saint-Johns, P. Q.

7. Messrs. Oscar Guyon Lemoine, Joseph Napoléon Gauthier and Gustave des Troismaisons, the petitioners above mentioned, shall be the three provisional directors of the said company.

J. C. McCULLY,  
3354 Solicitor for applicants.

Notice is hereby given that a license has been granted by the honorable the provincial secretary to The Scottish Union and National Insurance Company of Edinburgh, Scotland, to transact the business of a loan and investment company in the province of Quebec.

The principal agent and attorney of the company, for the province of Quebec, is Walter Kavanagh, of the city of Montreal.

WALTER KAVANAGH,  
Chief agent and attorney.  
25th September, 1899. 3352

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } Superior Court.  
No. 581.

Dame Marie Jessie Béatrice Lévesque, of the town of Saint-Jérôme, said district, wife common as to property of Alfred Antoine Laviolette, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

PREVOST & DE MARTIGNY,  
Attorneys for plaintiff.  
Sainte Scholastique, 20th September, 1899. 3336

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } Superior Court.  
No. 139.

Dame Céline Grégoire, of the village of Napierville, in the district of Iberville, wife common as to property of Thomas Girard, junior, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted an action in separation as to property against her said husband, this day.

EMILE MERIZZI,  
Attorney for plaintiff.  
Saint-Johns, 5th August, 1899. 3362

Canada, }  
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No 2013.

Dame Aurélie Lapierre, de la paroisse de Lachine, dans le district de Montréal, épouse de Gilbert Leduc, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Gilbert Leduc, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le vingt-huitième jour de septembre 1899.

MADORE, G. ERIN & MERRILL,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 2 octobre 1899. 3463

Province of Québec, }  
District of Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Adèle Joyal dit St. Quentin, épouse de Louis Gill, boucher, tous deux de la paroisse Saint-Thomas de Pierreville, dans le district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Gill, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

L. H. COMEAU,  
Procureur de la demanderesse.  
Sorel, 27 septembre 1899. 3343-2

Province of Québec, }  
District of Québec. } *Cour Supérieure.*  
No. 611.

Dame Elisabeth Robitaille, épouse de Pierre Gauvin, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, charron, Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Gauvin, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour et en cette cause.

FITZPATRICK, PARENT,  
TASCHEREAU & ROY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 23 septembre 1899. 3355-2

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1639.

Dame Marie Huot dit Duval, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Gariépy, bourgeois, du même lieu, la dame dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Gariépy, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 4 juillet 1899. 3387-2

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2048.

Dame Onésime Beauchemin, de la ville de Manville, dans l'état du Rhode Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, actuellement dans la cité de Montréal, épouse commune en biens de Nicholas Choquette, dans la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Nicholas Choquette, de la cité et du district de Montréal, Défendeur ;

et

Pierre Lamoureux, et al., Tiers-saisis.  
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 18 mai 1899.

EMARD, MARÉCHAL & TASCHEREAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 15 septembre 1899. 3271-3

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 2013.

Dame Aurélie Lapierre, of the parish of Lachine, in the district of Montreal, wife of Gilbert Leduc, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Gilbert Leduc, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of September, 1899.

MADORE, GUERIN & MERRILL,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 2nd October, 1899. 3464

Province of Québec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Adèle Joyal dit St. Quentin, wife of Louis Gill, butcher, both of the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Louis Gill, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

L. H. COMEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Sorel, 27th September, 1899. 3334

Province of Québec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*  
No. 611.

Dame Elisabeth Robitaille, wife of Pierre Gauvin, of the parish of Ancienne Lorette, carriage maker, Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Gauvin, Defendant.  
An action in separation of property has been, this day, instituted in the above case.

FITZPATRICK, PARENT,  
TASCHEREAU & ROY,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 23rd September, 1899. 3356

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court*  
No. 1639.

Dame Marie Huot dit Duval, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of François-Xavier Gariépy, gentleman, of the same place, the said wife duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Gariépy, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 4th July, 1899. 3388

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 2048.

Dame Onésime Beauchemin, of the town of Manville, in the state of Rhode Island, one of the United States of America, presently in the city of Montreal, wife common as to property of Nicholas Choquette, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

Nicholas Choquette, of the city and district of Montreal, Defendant ;

and

Pierre Lamoureux et al., Tiers-saisis.  
An action in separation from bed and board and as to property has been instituted by plaintiff, against defendant on the 18th of May, 1899.

EMARD, MARÉCHAL & TASCHEREAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 16th september, 1899. 3272

Province de Québec, }  
District de Montmagny. }  
No. 261.

Dame Amanda Bernier, épouse commune en biens de Alphonse Bernier, marchand, du Cap Saint-Ignace, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Bernier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

ALPHONSE BERNIER,  
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 20 septembre 1899. 3321.

Province de Québec, }  
District de Québec. }  
No. 239. Cour Supérieure.

Dame Henriette Vézina, de la paroisse de Saint-Raymond Nonnat, comté de Portneuf, épouse commune en biens de Cléophas Bernier, marchand, du même lieu, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Cléophas Bernier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause par la demanderesse.

L. OMER BEAUBIEN,  
Procureur de la demanderesse.

Québec, 12 septembre 1899. 3231-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 269. Cour Supérieure.

Dame Marie Etide Caillé, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Richard Pagé, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Samuel Richard Pagé, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, Samuel Richard Pagé.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.

Montreal, 25 août 1899. 3169.

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. }  
No. 261.

Dame Amanda Bernier, wife common as to property of Alphonse Bernier, merchant, of Cap Saint Ignace, duly authorized to " ester en justice ", Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Bernier, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

ALPHONSE BERNIER,  
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 20th September, 1899. 3122.

Province of Quebec, }  
District of Quebec. }  
No. 239. Superior Court.

Dame Henriette Vézina, of the parish of Saint Raymond Nonnat, county of Portneuf, wife common as to property of Cléophas Bernier, merchant, of the same place, judiciary authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Cléophas Bernier, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

L. OMER BEAUBIEN,  
Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th September, 1899. 3232

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 269. Superior Court.

Dame Marie Etide Caillé, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, wife commune en biens of Samuel Richard Pagé, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Samuel Richard Pagé, Defendant.

The plaintiff has, this day, taken an action as to property against his said husband, Samuel Richard Pagé.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 25th August, 1899. 3170.

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. }  
No. 147. Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Quinn & Allard, de Conception Station, Qué., Faillis.

Avis est par le présent donné que le 30<sup>e</sup> jour de septembre 1899, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées dans mon bureau, 30, rue Saint-Jean, sous trente jours de la date de cet avis.

WILLIAM REID,  
Curateur. 3425

Montréal, 2 octobre 1899.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 147. Cour Supérieure.

In re C. J. Grenier, Montréal, Insolvable.  
Avis vous est donné que le 3<sup>e</sup> jour d'octobre 1899, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. }  
No. 147. Superior Court.

In the matter of Quinn & Allard, Conception Station, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that on the 30th day of September, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of said insolvents, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at my office, 30, Saint John street, within thirty days from this notice.

WILLIAM REID,  
Curator. 3426

Montreal, 2nd October, 1899.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 147. Superior Court.

In re C. J. Grenier, Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given that on the 3rd day of October, 1899, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 7 octobre 1899. 3445

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Mercier & Wake, épiciers, de la cité de Montréal, Faillis ;

et  
Alex. Desmarteau, Curateur.  
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23e jour d'octobre 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.  
Montréal, 4 octobre 1899. 3447

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* " Albert St. Martin," manufacturier de chaussures, de la cité de Montréal, " Lefebvre frères," Failli ;

et  
Alex. Desmarteau, Curateur.  
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23e jour d'octobre 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.  
Montréal, 4 octobre 1899. 3449

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
*In re* Calixte LeBeuf, Demandeur ;

vs  
Nazaire Commiré, de la ville de Maisonneuve, dit district, fondateur, et y faisant affaires seul comme tel, sous la raison sociale de " N. Commiré, Fils & Cie.," Défendeur.  
Avis est par les présentes donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CALIXTE LEBEUF,  
Avocat du demandeur.  
Montréal, 28 septembre 1899. 3451

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Québec. }  
Dans l'affaire de Herman Lefkovitz, Rivière à Pierre, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 octobre 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 5 octobre 1899. 3465

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
Avis est par le présent donné que J. B. Douville, de Saint-Stanislas, comté de Champlain, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 28 septembre 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

P. A. DROLET,  
Gardian provisoire.  
3467

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 7th October, 1899. 3290

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Mercier & Wake, grocers, of the city of Montreal, Insolvents ;

and  
Alex. Desmarteau, Curator.  
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 23rd day of October, 1899, after which date dividends will be payable at my office, 1598, Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.  
Montreal, 4th October, 1899. 3448

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* " Albert St. Martin," boot and shoe manufacturer, of the city of Montreal, " Lefebvre frères," Insolvent ;

and  
Alex. Desmarteau, Curator.  
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 23rd day of October, 1899, after which date dividends will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.  
Montreal, 4th October 1899. 3450

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Calixte LeBeuf, Plaintiff ;

vs  
Nazaire Commiré, of the town of Maisonneuve, said district, founder, and there carrying on business alone as such, under the firm name of " N. Commiré, Fils et Cie ", Defendant.  
Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made in the prothonotary's office of said court a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

CALIXTE LEBEUF,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 28th September, 1899. 3452

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Quebec. }  
In the matter of Herman Lefkovitz, Rivière à Pierre, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 23rd of October, 1899, after which date dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Quebec, 5th October, 1899. 3466

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
Notice is hereby given that J. B. Douville, of Saint Stanislas, county of Champlain, merchant, has, on the 28th of September, 1899, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office for the district of Three Rivers, according to law.

P. A. DROLET,  
Provisional guardian.  
3468

## Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour de Circuit pour le*  
 District de Montréal } *District de Montréal.*  
 No. 9821.

Le 26e jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présent : — L'honorable M. le juge Purcell.  
 Louis Choquet, Demandeur ;

vs  
 Eméry Deslauriers, Défendeur.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la "Gazette Officielle de Québec", les créanciers du dit Eméry Deslauriers, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Par ordre,  
 J. CARTIER,

3379

Député G. C. C.

## Ventes par le Shérif—Gaspé

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure—Comté de Gaspé.*

Percé, à savoir : } CHARLES ROBIN COLLAS  
 No. 511. } ET COMPAGNIE, LIMITEE,  
 Demanderesse ; contre WILLIAM ARBOUR,  
 fils de Jean, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé au lieu appelé "Cap Blanc," dans le canton de Percé, en le comté de Gaspé, de cent quatre-vingts pieds de front (mesure anglaise), sur seize arpents, plus ou moins, de profondeur, le dit morceau de terre connu et désigné sous le numéro trois cent quarante-un (No 341), aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Percé—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la dite municipalité de Percé, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif,  
 Percé, 9 septembre 1899.

Shérif,  
 3227-2

[Première publication, 16 septembre 1899.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Joliette.*

Joliette, à savoir : } MARIE GERMINA DU-  
 No 3066. } BEAU, Demanderesse ;  
 contre DIEUDONNE DESORMIERS, Curateur

## Rule of Court

Province of Quebec, } *Circuit Court for the*  
 District of Montreal. } *District of Montreal.*  
 No. 9821.

The 26th day of September, one thousand eight hundred and ninety nine.

Present :—The Honorable Mr. justice Purcell.  
 Louis Choquet, Plaintiff ;

vs  
 Emery Deslauriers, Defendant.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the "Quebec Official Gazette", the creditors of the said Emery Deslauriers, the defendant in this cause, who have not already fyled their claims, be now called upon to fyle them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 673rd and 674th articles of the code of civil procedure.

By order,

J. CARTIER,

3380

Deputy C. C. C.

## Sheriff's Sales—Gaspé

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court—County of Gaspé.*

Percé, to wit : } CHARLES ROBIN COLLAS  
 No. 511. } AND COMPANY, LIMITED,  
 Plaintiff; against WILLIAM ARBOUR, son of  
 Jean, Defendant.

A piece of land situate and being at a place called "Cap Blanc," in the township of Percé, in the county of Gaspé, containing one hundred and eighty feet in front (english measure), on a depth of sixteen arpents, more or less, the said piece of land being known and designated as number three hundred and forty-one (No. 341), on the official plan and book of reference of the said township of Percé—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the said municipality of Percé, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,  
 Percé, 9th September, 1899.

Sheriff,  
 3228

[First published, 16th September, 1899.]

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—Joliette.*

Joliette, to wit : } MARIE GERMINA DU-  
 No 3066. } BEAU, Plaintiff; against  
 DIEUDONNE DESORMIERS, curator to the sur-

au délaissement fait par ARTHUR DUBEAU ET AL., Défendeurs.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Norbert, district de Joliette, au sud du ruisseau Bonaventure, contenant un arpent et demi de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant une moitié du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le numéro trois cent soixante et six (366); et borné en front par le dit ruisseau, en profondeur par les terres du rang Saint-Pierre, d'un côté, en bas, par le terrain de Thomas Fréchette ou représentant, et d'autre côté par le résidu du dit lot No 366.

La vente de la dite terre devant être faite sauf et excepté les droits du défendeur Arthur Dubeau en icelle, lesquels droits, présentement réservés, sont exactement ceux que possédait, dans la dite terre, l'ancien grevé de substitution, Joseph Xavier Dubeau, en vertu de l'acte de donation qui lui a été consenti conjointement avec son frère Louis Philippe Dubeau, par ses père et mère, François-Xavier Dubeau et uxore, en date du 14 février 1885, devant Maître N. Lacasse, notaire, et qui fut enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Berthier, le 11 mai 1885, sous le numéro 17872.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 2 octobre 1899. 3419  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—Joliette.*

Joliette, à savoir: ) CHARLES HORACE FLA-  
No 5386. ) MAND, Demandeur; vs  
JOSEPH RATELLE, Défendeur.

1° Un terrain situé en la ville de Joliette, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-sept-quatre (587-4), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Joliette, contenant 180 pieds de front sur 180 pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné comme suit: au nord-est par la rue McConville, au sud-ouest par les Nos 584 et 585, au nord-ouest par le No 586, et au sud-ouest par le No 587-3—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 2 octobre 1899. 3421  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingt deuxième jour de juin 1898, à dix heures de l'avant-midi, à Sainte-Elizabeth, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1899, à Sainte-Elizabeth.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de Circuit—Joliette.*

Joliette, à savoir: ) JEAN NOÉ PRUDHOMME,  
No 4771. ) Esquier, Demandeur; contre  
PIERRE MARION, Défendeur.

1° Une partie du lot de terre numéro cinquante-cinq (55), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Elizabeth, tenant en front au chemin de la Reine, en profondeur à la rivière Lachaloupe, d'un côté au No 54, et de l'autre côté partie à Joseph Marion et partie au lot No 56.

2° Le lot de terre numéro cinquante-six (56), des dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 3 octobre 1899. 3455  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

render made by ARTHUR DUBEAU ET AL., Defendants.

1. A land situate in the parish of Saint Norbert, district of Joliette, south of the creek (*Ruisseau Bonaventure*), containing one arpent and a half in front by forty arpents in depth, the whole more or less, being a half of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number three hundred and sixty-six (366); and bounded in front by the said creek, in depth by the lands of the range Saint Pierre, on one side, below, by the lot of Thomas Fréchette or representative, and on the other side by the residue of the said lot No. 366.

The sale of the said land is to be made saving and excepting the rights of the defendant Arthur Dubeau therein, which rights now reserved, are exactly those held in the said land by the former institute, Joseph Xavier Dubeau, in virtue of the deed of gift made to him jointly with his brother Louis Philippe Dubeau, by his father and mother, François Xavier Dubeau et uxore, dated the 14th of February, 1885, before Mre N. Lacasse, notary, and which was registered in the registry office of the county of Berthier, on the 11th of May, 1885, under number 17872.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 2nd October, 1899. 3420  
[First published, 7th October, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—Joliette.*

Joliette, to wit: ) CHARLES HORACE FLA-  
No. 5386. ) MAND, Plaintiff; vs. JO-  
SEPH RATELLE, Defendant.

1. A lot situate in the town of Joliette, known and described as number five hundred and eighty-seven-four (587-4), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said town of Joliette, containing 180 feet in front by 180 feet in depth, the whole more or less; bounded as follows: on the north east by McConville street, on the south west by Nos. 584 and 585, on the north west by No. 586, and on the south west by No. 587-3— with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 2nd October, 1899. 3422  
[First published, 7th October, 1899.]

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place on the twenty-second day of June, 1898, at ten of the clock in the forenoon, at Sainte Elizabeth, will take place at TEN of the clock in the forenoon, on the THIRTIETH day of OCTOBER, 1899, at Sainte Elizabeth.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—Joliette.*

Joliette, to wit: ) JEAN NOÉ PRUDHOMME,  
No. 4771. ) Esquire, Plaintiff; against  
PIERRE MARION, Defendant.

1. A part of the lot of land number fifty-five (55), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Elizabeth; bounded in front by the Queen's road, in depth by the river Lachaloupe, on one side by No. 54, and on the other side partly by Joseph Marion and partly by lot No. 56.

2. Lot number fifty-six (56), of the said official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Elizabeth.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 3rd October, 1899. 3456  
[First published, 7th October, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } JOSEPH ST-PIERRE,  
District de Montmagny, } de la paroisse de Saint-  
No 249. } Jean Port-Joly ; contre  
I HILIPPE ST-PIERRE, autrefois de Saint-Damase, et maintenant résidant dans les Etats-Unis d'Amérique, savoir :

1° Une terre connue comme faisant partie des numéros quatre cent quarante et un et quatre cent quarante-deux (441 et 442), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aubert, comté de l'Islet.

2° Une terre connue sous le numéro quatre cent quarante-six (446), du cadastre officiel de Saint-Aubert—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Aubert, MARDI, le TRENTE-UNIE-ME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE.

Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 28 septembre 1899. 3369.  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

## Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, } JOSEPH ST-PIERRE,  
District of Montmagny, } of the parish of Saint  
No. 249. } Jean Port-Joly ; against  
I HILIPPE ST-PIERRE, heretofore of Saint Damase, and now residing in the United States of America, to wit :

1. A land known as forming part of numbers four hundred and forty-one and four hundred and forty-two (441 and 442), of the official cadastre of the parish of Saint Aubert, county of L'Islet.

2. A land known as number four hundred and forty-six (446), of the official cadastre of Saint Aubert—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Aubert, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 28th September, 1899. 3370.  
[First published, 7th October, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Montreal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } PEOPLES MUTUAL  
No 781. } BUILDING SOCIETY,  
corps incorporé, ayant sa place d'affaires dans la cité de Montréal, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, des cité et district de Montréal, courtier, Défendeur.

Ce lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Lagauchetière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), contenant vingt-quatre pieds six pouces de front sur cinquante pieds de profondeur—avec une maison en pierre à deux étages et autres bâtisses sus-érigées ; avec aussi le droit d'entrée et de sortie à pied ou en voiture dans le passage situé sur la partie sud-ouest du lot officiel numéro quatre-vingt-cinq, communiquant de la rue Lagauchetière à la cour en arrière de la dite maison, suivant les conditions stipulées dans un certain acte d'accord entre David Bohle et Pierre Bohle, son fils, passé devant J. M. Cadieux et collègue, notaires, le vingt-cinquième jour de novembre dix-huit cent vingt-cinq, par lequel acte il appert que le mur du côté est de la dite maison est mitoyen ; avec tous les droits, circonstances et appartenances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 3 octobre 1899. 3435  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } PEOPLES MUTUAL  
No. 781. } BUILDING SOCIETY,  
a body corporate having its place of business in the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montreal, broker, Defendant.

That certain lot of land situate and being in the Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Lagauchetière street, known and designated in the official plan and book of reference of said Saint Louis ward, by the number eighty-four (84), containing twenty-four feet six inches in front by fifty feet in depth—with a two story stone house and other buildings thereon erected ; with also the right of egress and ingress on foot or with vehicles in the passage existing on the south west portion of lot official number eighty-five, communicating from Lagauchetière street to the yard in rear of said house, according to the terms stipulated in a certain deed of agreement between David Bohle and Pierre Bohle, his son, executed before J. M. Cadieux and colleague, notaries, the twenty-fifth day of November eighteen hundred and twenty-five, by which deed it appears that the east gable wall of said house is mitoyen ; with all the rights, members and appurtenances belonging thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 3rd October, 1899. 3436  
[First published, 7th October, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **PHILEMON COUSINEAU**,  
No 1267. } **Écuyer, avocat, de la pa-**  
roisse de Saint-Laurent, district de Montréal, Dem-  
mandeur; contre les terres et tenements de **DEL-**  
**PHINE VINET**, épouse contractuellement séparée  
de biens de Jean-Baptiste Téléphore **JASMIN**,  
médecin, tous deux de la ville de Saint-Laure t,  
district de Montréal, et ce dernier pour autoriser  
son épouse, Défenderesse.

Le tiers indivis des deux immeubles suivants, sa-  
voir :

1° Un lot de terre avec les bâtisses y érigées, si-  
tué en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté  
de Laval, district de Montréal; borné en front par  
la rivière des Prairies, connu et désigné sur le plan  
et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de  
Saint-Vincent de Paul, sous le numéro vingt; mais  
à distraire la rue ou chemin qui le traverse.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse du Saulx  
au Recollet, comté d'Hochelaga, district de Mont-  
réal—avec les bâtisses y érigées; borné en front  
par le chemin public, connu et désigné sur le plan  
et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse du  
Sault au Recollet, sous le numéro deux cent seize;  
à distraire néanmoins du dit terrain la pointe ou  
portion sud-est de ce terrain entrant dans la terre  
donnée à C. Fabien Vinet, par l'acte de donation  
à lui consenti par C. F. Vinet et son épouse, devant  
N. Pérodeau, notaire, le vingt-trois octobre mil  
huit cent quatre-vingt-quatre, de la contenance que  
telle portion de terrain ainsi détachée peut avoir  
tant en largeur qu'en profondeur, de manière à ce  
que la ligne nord-ouest de démarcation de telle  
portion de terrain à être ainsi détachée du dit lot  
numéro deux cent seize, se continue parallèlement  
et en ligne droite avec la ligne nord-est de la pro-  
fondeur du reste ou de l'arrière partie nord-est de  
tel terrain dont toute la profondeur se trouve consé-  
quemment en ligne droite dans les deux lignes ou  
des deux côtés et suivant d'ailleurs que tel terrain  
est actuellement clôturé à sa profondeur—avec les  
bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, le paragraphe numéro un, à la  
porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-  
Vincent de Paul, le DIXIEME jour de NOVEM-  
BRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et le  
paragraphe numéro deux, à mon bureau, en la cité  
de Montréal, le ONZIEME jour de NOVEMBRE  
prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit  
bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 4 octobre 1899. 3459  
Première publication, 7 octobre 1899.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE SUN LIFE ASSU-**  
No. 1796. } **RANCE COMPANY OF**  
**CANADA**, corps politique et incorporé, ayant ses  
bureau principal et place d'affaires dans les cité et  
district de Montréal, Demanderesse; contre les  
terres et tenements de **EDMUND WILLIAM**  
**PATRICK GUERIN**, des cité et district de Mont-  
réal, Défendeur.

1° Quinze lots de terre situés dans le quartier  
Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et dési-  
gnés sur le plan et au livre de renvoi officiels du vil-  
lage incorporé de Hochelaga, sous les numéros  
quatre cent quarante-neuf, quatre cent cinquante,  
cinq cent un, cinq cent quarante-cinq, six cent trois,  
six cent quatre, six cent cinq, six cent soixante-dix-  
sept, six cent soixante dix-huit, six cent soixante-  
dix-neuf, six cent quatre-vingt, sept cent soixante  
et seize, sept cent soixante-dix-sept, sept cent  
soixante-dix-huit, sept cent soixante-dix-neuf, de  
la subdivision du lot originaire, numéro vingt-trois,  
tous ces dits lots vacants et bornés en front par la  
rue Nicolet.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **PHILEMON COUSINEAU**,  
No. 1267. } **Esquire, advocate, of the**  
parish of Saint Laurent, district of Montreal,  
Plaintiff; against the lands and tenements of **DEL-**  
**PHINE VINET**, wife separated by contract as to  
property of Jean-Baptiste Téléphore **Jasmin**, phy-  
sician, both of the town of Saint Laurent, district  
of Montreal, and the latter to authorize his wife,  
Defendant.

The undivided one-third of the two following  
lots, to wit:

1. A lot of land with the buildings thereon  
erected, situate in the parish of Saint Vincent de  
Paul, county of Laval, district of Montreal; bounded  
in front by the river Des Prairies, known and  
described on the official plan and in the book of re-  
ference of the said parish of Saint Vincent de Paul,  
as number twenty; but reserving the street or road  
which crosses it.

2. A lot of land situate in the parish of Sault-au-  
Recollet, county of Hochelaga, district of Montreal,  
—with the buildings thereon erected; bounded in  
front by the public road, known and described on  
the official plan and in the book of reference of the  
said parish of Sault-au-Recollet as number two  
hundred and sixteen; and reserving, however, from the  
said lot the south-east point or portion thereof,  
entering into the lot given to C. Fabien Vinet by  
deed of gift made to him by C. F. Vinet and his  
wife, before N. Perodeau, notary, on the twenty-  
third day of October, one thousand eight hundred  
and eighty-four, with the contents which such por-  
tion of lot thus detached may have, as well in  
width as in depth, in such way that the north-west  
line of such portion of lot to be so detached from  
the said lot number two hundred and sixteen, may  
run parallel and in a straight line with the north-  
east line of the depth of the north east residue or  
rear portion of such lot, whose whole depth is ac-  
cordingly in a straight line in the two lines or on  
both sides and as moreover the said lot is actually  
enclosed at its depth—with the buildings thereon  
erected.

To be sold, the paragraph number one, at the  
parochial church door of the parish of Saint-Vincent  
de Paul, on the TENTH day of NOVEMBER  
next, at TEN of the clock in the forenoon, and  
paragraph number two, at my office, in the city of  
Montreal, on the ELEVENTH day of NOVEM-  
BER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said  
writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff,  
Montreal, 4th October, 1899. 3460  
[First published, 7th October, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE SUN LIFE ASSU-**  
No. 1796. } **RANCE COMPANY OF**  
**CANADA**, a body politic and corporate, duly  
incorporated having their head office and principal  
place of business in the city and district of Montreal,  
Plaintiff; against the lands and tenements of  
**EDMUND WILLIAM PATRICK GUERIN**, of the  
city and district of Montreal, Defendant.

1. Fifteen lots of land situated in Hochelaga  
ward, in the city of Montreal, known and design-  
ated on the official plan and in the book of reference  
of the incorporated village of Hochelaga, as numbers  
four hundred and forty-nine, four hundred and  
fifty, five hundred and one, five hundred and forty-  
five, six hundred and three, six hundred and four,  
six hundred and five, six hundred and seventy-seven,  
six hundred and seventy-eight, six hundred and  
seventy-nine, six hundred and eighty, seven hun-  
dred and seventy six, seven hundred and seventy-  
seven, seven hundred and seventy-eight, seven  
hundred and seventy-nine, of the subdivision of  
the primitive lot number twenty-three, all the said  
lots being vacant and bounded in front by Nicolet  
street.

2° Seize autres lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga, sous les numéros quatre cent quarante, quatre cent quarante et un, quatre cent quatre-vingt-douze, quatre cent quatre-vingt-treize, cinq cent trente-huit, cinq cent soixante-quatre, cinq cent soixante-dix-huit, cinq cent quatre-vingt-seize, cinq cent quatre-vingt-dix-sept, six cent cinquante-sept, six cent cinquante-huit, sept cent vingt-huit, sept cent vingt-neuf, sept cent trente, huit cent treize, huit cent vingt et un, de la subdivision du lot originaire numéro vingt-trois; tous ces dits lots vacants et bornés en front par la rue Chambly.

3° Quinze autres lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga, sous les numéros quatre cent vingt, quatre cent soixante et neuf, quatre cent soixante et quinze, cinq cent six, cinq cent vingt-cinq, cinq cent soixante, cinq cent soixante et cinq, six cent trente-huit, six cent cinquante, six cent cinquante et un, sept cent dix, sept cent vingt, sept cent quatre-vingt-neuf, huit cent, huit cent un, de la subdivision du lot originaire numéro vingt-trois, tous ces dits lots vacants et bornés comme suit: le lot numéro quatre cent vingt au sud-est par la rue Sainte-Catherine, et au sud-ouest par la rue Chambly, les lots numéros quatre cent soixante et neuf et quatre cent soixante et quinze, bornés en front par la rue Stadacona, le lot numéro cinq cent six, borné au sud-ouest par la rue Chambly, et au nord-ouest par la rue Duquette, le lot numéro cinq cent vingt-cinq, borné en front par la rue Duquette, les lots numéros cinq cent soixante et cinq cent soixante et cinq, bornés en front par la rue Ontario, les lots numéros six cent trente-huit, six cent cinquante et six cent cinquante et un, bornés en front par la rue Forsyth, le lot numéro sept cent dix, borné au nord-est par la rue Nicolet, et au nord-ouest par la rue Hochelaga, le lot numéro sept cent vingt, borné en front par la rue Hochelaga, et les lots numéros sept cent quatre-vingt-neuf, huit cent et huit cent un, bornés en front par la rue Sherbrooke.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 octobre 1899. [Première publication, 7 octobre 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: THE STANDARD LIFE No. 1188. } ASSURANCE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, contracteur, de la cité et district de Québec, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1° Six lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros treize (13), quatorze (14), quinze (15), seize (16), dix-sept (17) et dix-huit (18), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, sous le numéro cinquante-sept (57); bornés en front par le chemin public et la grève--sans bâtisses.

2. Sixteen others lots of land situated in Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference on the incorporated village of Hochelaga, as numbers four hundred and forty, four hundred and forty-one, four hundred and ninety-two, four hundred and ninety-three, five hundred and thirty-eight, five hundred and sixty-four, five hundred and seventy-eight, five hundred and ninety-six, five hundred and ninety-seven, six hundred and fifty-eight, seven hundred and twenty-eight, seven hundred and twenty-nine, seven hundred and thirty, eight hundred and thirteen, eight hundred and twenty-one, of the subdivision of the original lot number twenty-three; all these said lots being vacant and bounded in front by Chambly street.

3. Fifteen other lots of land situate in Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as numbers four hundred and twenty, four hundred and sixty-nine, four hundred and seventy-five, five hundred and six, five hundred and twenty-five, five hundred and sixty, five hundred and sixty-five, six hundred and thirty-eight, six hundred and fifty, six hundred and fifty-one, seven hundred and ten, seven hundred and twenty, seven hundred and eighty-nine, eight hundred, eight hundred and one, of the subdivision of the original lot number twenty three, all the said lots being vacant and bounded as follows: lot number four hundred and twenty, on the south east by Sainte Catherine street, and on the south west by Chambly street, lots numbers four hundred and sixty nine and four hundred and seventy-five, bounded in front by Stadacona street, lot number five hundred and six, bounded on the south west by Chambly street, and on the north west by Duquette street, lot number five hundred and twenty five, bounded in front by Duquette street, lots numbers five hundred and sixty and five hundred and sixty-five, bounded in front by Ontario street, the lots numbered six hundred and thirty eight, six hundred and fifty and six hundred and fifty-one, bounded in front by Forsyth street, lot number seven hundred and ten, bounded on the north east by Nicolet street, and on the north west by Hochelaga street, lot number seven hundred and twenty, bounded in front by Hochelaga street, and lots numbers seven hundred and eighty-nine, eight hundred and eight hundred and one bounded in front by Sherbrooke street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 4th October, 1899. [First published, 7th October, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: THE STANDARD LIFE No. 1188. } ASSURANCE COMPANY a body politic and corporate duly incorporated and having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Quebec, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

1° Six lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers thirteen (13), fourteen (14), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17) and eighteen (18), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by the public road and the beach—without buildings.

2° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros vingt (20), vingt et un (21), vingt-deux (22) et vingt-trois (23), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par la rue François—sans bâtisses.

3° Un lot de terre sis et situé à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connu sous le numéro vingt-quatre, de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; borné en front par l'avenue Valois—sans bâtisses.

4° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros quarante-sept (47), quarante-huit (48), quarante-neuf (49) et cinquante (50), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par l'avenue Saint-Michel—sans bâtisses.

5° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros soixante et treize (73), soixante et quatorze (74), soixante et quinze (75) et soixante et seize (76), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par l'avenue Valois—sans bâtisses.

6° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros soixante-et-neuf (69), soixante et dix (70), soixante et onze (71) et soixante et douze (72), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par la rue Flore—sans bâtisses.

7° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros cinquante et un (51), cinquante deux (52), cinquante-trois (53) et cinquante-quatre (54), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par l'avenue Saint-Michel—sans bâtisses.

8° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros soixante et cinq (65), soixante et six (66), soixante et sept (67) et soixante et huit (68), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par la rue Flore—sans bâtisses.

9° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros soixante et un (61), soixante et deux (62), soixante et trois (63) et soixante et quatre (64), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de

2. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers twenty (20), twenty-one (21), twenty-two (22) and twenty-three (23), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by François street—without buildings.

3. A lot of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as number twenty-four (24), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by Valois avenue—without buildings.

4. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers forty-seven (47), forty-eight (48), forty-nine (49) and fifty (50), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by avenue Saint Michel—without buildings.

5. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers seventy-three (73), seventy-four (74), seventy-five (75) and seventy-six (76), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by avenue Valois—without buildings.

6. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers sixty-nine (69), seventy (70), seventy-one (71) and seventy-two (72), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by Flore street—without buildings.

7. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers fifty-one (51), fifty-two (52), fifty-three (53) and fifty-four (54), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by avenue Saint Michel—without buildings.

8° Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers sixty-five (65), sixty-six (66), sixty-seven (67) and sixty-eight (68), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by Flore street—without buildings.

9. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers sixty-one (61), sixty-two (62), sixty-three (63), and sixty-four (64), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as

Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornés en front par la rue Cazeau—sans bâtisses.

10° Deux lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros cinquante-cinq (55) et cinquante-six (56), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, bornés en front par l'avenue Saint-Michel—sans bâtisses.

11° Quatre lots de terre sis et situés à Valoisville, dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connus sous les numéros cinquante-sept (57), cinquante-huit (58), cinquante-neuf (59) et soixante (60), de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, bornés en front par la rue Cazeau—sans bâtisses.

12° La partie non subdivisée d'une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, connue comme partie du lot officiel numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornée en front par les lots numéros soixante (60), soixante et un (61), soixante et huit (68), soixante et neuf (69) et soixante et seize (76), de la subdivision d'une partie du susdit lot officiel cinquante-sept (57), et par les rues Cazeau, Flore et l'avenue Valois, d'un côté par le résidu du dit lot cinquante-sept (57), de l'autre côté par le lot numéro cinquante-six (56), et en arrière par partie des lots numéros cent-sept (107) et cent huit (108), des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant trois arpents de largeur par toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir du front à aller au trait-carré—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 septembre 1899.  
[Première publication, 16 septembre 1899]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) GUSTAVE BOURASSA, No. 374. ) prêtre, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de ALPHONSE LEFORT, du même lieu, Défendeur.

Un certain terrain situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal—avec une maison en bois et briques à deux étages, sur solage en pierre et autres bâtisses y érigées; borné en front par la rue Frontenac, et avec le passage en commun dans la ruelle en arrière. Le dit terrain composé de deux lots de terre, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros cinq cent cinq et cinq cent six, de la subdivision officielle du lot numéro primitif cent soixante et six.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Montréal, 31 août 1899.  
[Première publication du 2 septembre nulle]

[Première publication, 16 septembre 1899.]

number fifty-seven (57); bounded in front by Cazeau street—without buildings.

10. Two lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers fifty-five (55) and fifty-six (56), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by the avenue Saint Michel—without buildings.

11. Four lots of land situate at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as numbers fifty-seven (57), fifty-eight (58), fifty-nine (59) and sixty (60), of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, as number fifty-seven (57); bounded in front by Cazeau street—without buildings.

12. The unsubdivided part of a land situate in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, known as part of the official lot number fifty-seven (57), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques-Cartier; bounded in front by the lots numbers sixty (60), sixty-one (61), sixty-eight (68), sixty-nine (69) and seventy-six (76), of the subdivision of a part of the aforesaid official lot fifty-seven (57), and by Cazeau and Flore streets and avenue Valois, on one side by the residue of the said lot fifty-seven (57), on the other side by lot number fifty-six (56), and in rear by part of lots numbers one hundred and seven (107) and one hundred and eight (108), of the said official plan and book of reference, measuring three arpents in width by the whole depth there may be starting from the front and going to the division line (*trait carré*)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 13th September, 1899.  
[First published, 16th September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) GUSTAVE BOURASSA, No. 374. ) priest, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE LEFORT, of the same place, Defendant.

A certain lot of land situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal—with a two storey wooden and brick house on stone foundation and other buildings thereon erected; bounded in front by Frontenac street, and with the passage in common in the lane in rear. Said lot made up of two lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as numbers five hundred and five and five hundred and six, of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty-six.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff. Montréal, 31st August, 1899. 3146  
[First publication of 2nd September, null.]

[First published, 16th September, 1899.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS ARSENE LAVALLEE, PAUL OSCAR LAVALLEE EL CHARLES HECTOR LAVALLEE, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, et y pratiquant comme tels ensemble, en société, sous la raison sociale de Lavallée, Lavallée & Lavallée, Demandeurs ; contre les terres et tenements de E. LEFEBVRE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village incorporé de la Côte de la Visitation, dans le comté d'Hochelaga, connu et désigné sous le numéro vingt (20), de la subdivision officielle du lot numéro un (1), aux plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-sept pieds et demi de largeur, en front, et trente et un pieds de largeur en arrière par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front par la rue Rachel.

2° Un lot de terre contigu à celui ci-dessus décrit, connu et désigné sous le numéro dix-neuf (19), de la subdivision officielle du dit lot numéro un (1), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant vingt-quatre pieds et six pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front par la dite rue Rachel—avec bâtisses érigées sur les dits lots.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 septembre 1899.  
[Première publication, 16 septembre 1899.]

Shérif.  
3255-2

## Ventes par le Shérif—Ottawa

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } JEAN-BAPTISTE FORTIN, No 1896. } de la cité de Hull, dit district d'Ottawa, épiciier, Demandeur ; vs. EDOUARD TREMBLAY, FILS, du même lieu, journalier, Défendeur, à savoir :

Cette maison portant le numéro deux, située sur l'avenue Dupuis, dans le quartier deux, de la cité de Hull, et autres bâtisses, érigées sur la partie centre du lot numéro cent soixante et quinze, suivant le plan et le livre de renvoi cadastral officiels du quartier deux, de la dite cité de Hull ; bornée vers le nord par partie du même lot occupé par Joseph Franche, à l'est par partie du dit lot cent soixante-quinze et cent soixante-quatorze, maintenant connue comme la rue Dupuis, au sud par partie du dit lot cent soixante et quinze, occupée par Néré Derouin, et à l'ouest par la rue Ravine—ensemble avec tous ses intérêts sur la partie du dit lot, avec maison et bâtisses.

Pour être vendue au bureau du shérif, en la cité de Hull, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE &amp; WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 4 octobre 1899.  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

Shérif.  
3479

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LOUIS ARSENE LAVALLEE, PAUL OSCAR LAVALLEE AND CHARLES HECTOR LAVALLEE, all three advocates, of the city and district of Montreal, and practising together as such in partnership under the style and firm of Lavallée, Lavallée & Lavallée, Plaintiffs ; against the lands and tenements of E. LEFEBVRE, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the incorporated village of La Côte de la Visitation, in the county of Hochelaga, known and described as number twenty (20), of the official subdivision of the lot number one (1), on plan and book of reference of the said incorporated village of La Côte Visitation, containing twenty-seven and a half feet in width, in front, and thirty-one feet in depth in rear by one hundred feet in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by Rachel street.

2. A lot of land contiguous to the one hereinabove described, known and designated as number nineteen (19), of the official subdivision of the said lot number one (1), on the said official plan and book of reference aforesaid, containing twenty-four feet six inches in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by Rachel street aforesaid—with buildings erected on the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 14th September, 1899.  
[First published, 16th September, 1899.]

Sheriff.  
3256

## Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa to wit : } JEAN-BAPTISTE FORTIN, of No. 1896. } the city of Hull, said district of Ottawa, grocer, Plaintiff ; against EDOUARD TREMBLAY, JUNIOR, of the same place, laborer, Defendant, to wit :

All that house bearing number two, situate on Dupuis street, in ward two, of the city of Hull, and other buildings, erected on the centre part of lot number one hundred and seventy-five, according to the official cadastral plan and book of reference for ward number two, of the said city of Hull ; bounded to the north by part of said lot occupied by Joseph Franche, to the east by part of said lot one hundred and seventy-five and one hundred and seventy-four, now known as Dupuis street, to the south by part of said lot one hundred and seventy-five, occupied by Néré Derouin, and to the west by Ravine street—together with all interests in the part of said lot, with house and buildings.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Hull, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE &amp; WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 4th October, 1899.  
[First published, 7th October, 1899.]

Sheriff.  
3480

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Province de Québec, } THEODORE JAC-  
Trois-Rivières, à savoir : } QUES, Deman-  
No. 401. } deur; vs. JOSEPH

LAVALLEE, Défendeur.

Un terrain de forme irrégulière, situé dans le second rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, portant les numéros cent quatre-vingt-treize (193) et cent quatre-vingt-quatorze (194), du cadastre de cette paroisse pour le comté de Nicolet, comprenant environ vingt-huit arpents en superficie—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 octobre 1899. 3311  
[Première publication, 7 octobre 1899.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } EDMOND DENON-  
No. 509. } COURT, Deman-  
deur; contre LUCIEN LEVASSEUR, Défendeur.

Le lot de terre situé en la paroisse de Saint-Maurice, côté nord-ouest du rang Sainte-Marguerite, portant le numéro cinq centsoixante et quinze (575), du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 13 septembre 1899. 3233-2  
[Première publication, 16 septembre 1899.]

## Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par arrêté en conseil, en date du 5 octobre 1899, de nommer Henri Laurier, avocat, du village d'Arthabaskaville, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la paix et greffier de la couronne pour le district d'Arthabaska. 3483

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Province of Quebec, } THEODORE J A C-  
Three Rivers, to wit : } QUES, Plaintiff; vs.  
No. 401. } JOSEPH LAVAL-

LÉE, Defendant.

A lot of land of irregular shape, situate in the second range of the parish of Saint Pierre les Becquets, being numbers one hundred and ninety-three (193) and one hundred and ninety-four (194), of the cadastre of that parish for the county of Nicolet, comprising about twenty-eight arpents in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.  
Three Rivers, 2nd October, 1899. 3312  
[First published, 7th October, 1899.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } EDMOND DENON-  
No. 509. } COURT, Plaintiff;  
against LUCIEN LEVASSEUR, Defendant.

The lot of land situate in the parish of Saint Maurice, north west side of the range Sainte Marguerite, being the number five hundred and seventy-five (575), of the registration cadastre for the said parish.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 13th September, 1899. 3234  
[First published, 16th September, 1899.]

## Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, by order in council, dated the 5th of October, 1899, to appoint Henri Laurier, advocate, of the village of Arthabaskaville, protonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the peace and clerk of the crown for the district of Arthabaskaville. 3484

## Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in con-

l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :  
Adj. 6795.

*Abe crombie,*  
Lot 14, du 7e rang, à Elias Latour.  
CHS. O. LAVOIE,  
Assistant-Commissaire Suppléant.  
Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 4 octobre 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :  
Adj. 6796.

*Loranger.*  
Lot 64, du 2e rang, à Alderic Charbonneau.  
Lot 63, du 2e rang, à Théodule Charbonneau.  
CHS. O. LAVOIE,  
Assistant-Commissaire Suppléant.  
Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 4 octobre 1899. 3473

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie qui sera connue sous le nom de "The Mount Royal Pension Insurance Company," avec pouvoir et autorité dans les limites de la province de Québec, de faire des affaires d'assurance en vue de pension viagère, et en particulier de former et maintenir un fonds de pension dans le but d'assurer un revenu viager à ceux qui auront contribué à ce fonds pendant un certain nombre d'années ; avec en outre le pouvoir pour la dite compagnie, de placer ses fonds en immeubles dans la province de Québec, ou en obligations, effets publics ou autres de la Puissance du Canada, de la province de Québec, ou de corporations municipales dans cette province, ou en obligations de compagnies ou corporations quelconques constituées en corporation dans la dite province, ou de prêter ses fonds sur la garantie de tels effets, bons ou obligations, ou en hypothèques sur biens-fonds dans la province de Québec.

DORAI & DORAI,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 5 octobre 1899. 3481.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ci-après mentionnée.

conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :  
Adj. 6795.

*Abercrombie,*  
Lot 14, in the 7th range, to Elias Latour.  
CHS. O. LAVOIE,  
Acting Assistant-Commissioner.  
Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 4th October, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :  
Adj. 6796.

*Loranger.*  
Lot 64, in the 2nd range, to Alderic Charbonneau.  
Lot 63, in the 2nd range, to Théodule Charbonneau.  
CHS. O. LAVOIE,  
Acting Assistant-Commissioner.  
Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 4th October, 1899. 3474

Application to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, for the incorporation of company which will be known by the name of "The Mount Royal Pension Insurance Company", with power and authority within the limits of the province of Quebec, to carry on an insurance business in view of life rents, and particularly to establish and maintain a pension fund for the purpose of securing a life income to the parties who shall have contributed to this fund during a certain number of years ; with also the power to the said company to invest its money in real estate in the province of Quebec, or in obligations, public effects or others of the Dominion of Canada, of the province of Quebec, or of municipal corporations in this province, or in the obligations of any companies or incorporations incorporated in the said province, or to lend its funds on the security of such effects, bonds or obligations, or on mortgages on real estate in the province of Quebec.

DORAI & DORAI,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 5th October, 1899. 3482

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters-patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, to incorporate the applicants and such other persons that may become shareholders in the company hereinafter mentioned.

Le nom de la compagnie sera "Sainte-Agathe Hotel Company".

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

1° De construire un hôtel dans le village de Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne, et posséder et mettre en opération des hôtels et autres maisons et bâties et places d'amusements dans le district de Terrebonne.

2° La principale place d'affaire de la compagnie sera à Sainte-Agathe des Monts.

3° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$50.000, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Raymond Préfontaine, C. R., R. Wilson Smith, agent financier ; James Crathern, marchand ; William Francis Egg, agent, et James Walker jr., marchand, tous de la cité de Montréal.

Les dits Raymond Préfontaine, C. R., R. W. Smith et James Crathern, tous sujets anglais, seront les premiers directeurs de la compagnie.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 5 octobre 1899. 3477

The name of the company is to be "Sainte Agathe Hotel Company."

The objects for which the incorporation is sought are :

1. To build an hotel in the village of Sainte-Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, and to own and operate hotels and other dwellings and buildings and places of amusements in the district of Terrebonne.

2. The chief place of business of the said company is to be in Sainte Agathe des Monts.

3. The amount of capital stock of the company is to be \$50,000, and the amount of each share to be \$50.00.

The names in full and addresses and calling of each of the applicants are as follows : Raymond Préfontaine, Q. C., R. Wilson Smith, financial agent ; James Crathern, merchant ; William Francis Egg, agent, and James Walker, jr., merchant, all of the city of Montreal.

The said Raymond Préfontaine, Q. C., R. W. Smith and James Crathern, who are all british subjects, are to be the first directors of the company.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 5th October, 1899. 3478

Règle de Cour

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.  
No 5.

Le deuxième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant Adélarde Picher, député protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu de ce district.

Venceslas Dionne, Demandeur ;  
vs  
Zacharie Faucher, Défendeur ;  
et

Moïse Boisvert, Opposant.

Vu l'insolvabilité alléguée du défendeur, tel que mentionnée dans la requête de l'opposant, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient notifiés par un avis à être publié deux fois en langue française et anglaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

ADELARD PICHER,  
Député P. C. S. 3475

Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } Superior Court.  
No. 5.

The second day of October, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Before Adélarde Picher, deputy protonotary, in the absence of any judge from the chief-lieu of the district of Arthabaskaska.

Venceslas Dionne, Plaintiff ;  
vs  
Zacharie Faucher, Defendant ;  
and

Moïse Boisvert, Opposant.

Seeing the alleged insolvency of the defendant, as stated in the opposants motion, it is ordered that the creditors of the said defendant, be called in by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order.

ADELARD PICHER,  
Deputy P. S. C. 3476

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 40*

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Demande :—  
—Sainte-Marie de Sayabec à Sayabec, 1808.
- ANNONCEURS :—** Avis aux :— Concernant avis,  
etc., 1805.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—** Avis au sujet des :—Assemblée  
législative, 1811 ; Conseil législatif, 1810.
- CERTIFICAT D'INCORPORATION :—**Demande par la :—  
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de Saint-  
François de Sales, Cté de Laval, 1814.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**Admission à la  
pratique du droit : Thomas Blais, 1814 ; V. E.  
Rioux, 1814 ;  
Association des bouchers et commerçants de lard  
de Québec, 1813 ; La Cie de chemin de fer  
électrique de Saint-Hyacinthe, 1814 ; The  
Equitable Fire Insurance Coy of Montreal,  
1813 ; The Mount Royal Pension Insurance  
Coy, 1832 ; Ville de Sainte-Anne de Bellevue,  
1813.
- ECOLE DISSIDENTE :—** Municipalité Sainte-Brigide,  
Co. Iberville, 1809.
- FAILLIS :—**Commiré, 1822 ; Douville, 1822 ; Grenier,  
1821 ; Lefkovitz, 1822 ; Quinn & Allard,  
1821 ; Mercier & Wake, 1822 ; St-Martin,  
1822.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—**Bunker Hill  
Gold Mining Coy, 1816 ; La Cie de l'Hôtel  
Mount Murray, 1815 ; La Cie de savonnerie  
franco-canadienne, 1818 ; La loterie des infor-  
tunés, 1819 ; National Trust Coy, 1813 ; Sainte  
Agathe Hotel Coy, 1832 ; The Albionite Coy,  
1817 ; The Eureka Cigar Manufacturing Coy,  
1815 ; The Lay Whip Coy, 1817 ; The Maple  
Clothing Coy, 1815.
- LETTRES PATENTES ÉMISES :—**The Acton Leather &  
Shoe Coy, 1807 ; The Dufferin falls lumber,  
pulp and paper Coy of Montreal, 1806.
- LICENCE ACCORDÉE :—**Scottish Union and National  
Inst. Coy of Edimburg, 1819.
- MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES :—**De F. de  
S. Bastien à Eug. C. Bastien, 1809 ; De M.  
Prévost à P. F. E. Petit, 1809.
- MUNICIPALITÉS :—**Publication dans une seule langue,  
—demandes accordées :—Saint-Jean des Piles,  
1808 ; Village de Roxton Falls, 1809.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—** Saint-Paul de  
l'Île aux Noix, 1808.
- NOMINATIONS :—**Conseillers de la Reine :—Sections  
de : Montréal, 1805 ; Saint-François, 1805.  
Greffier cour de circuit, greffier de la paix et greffier  
de la couronne :—District d'Arthabaska,  
1831.
- PROCLAMATION :—**Convocation des Chambres *pro*  
*formâ*, 1805.
- RÈGLES DE COUR :—**Choquet vs Deslauriers, 1826 ;  
Dionne vs Faucher, 1833.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 40*

- APPLICATION TO ANNEX THE SCHOOL MUNICIPALITY  
OF :—**Sainte Marie de Sayabec to Sayabec, 1808.
- ADVERTISERS :—**Notice to :— Respecting notices,  
&c., 1805.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices Respecting the :—  
Legislative Assembly, 1811 ; Legislative Council,  
1810.
- CERTIFICATE OF INCORPORATION :—**Application by  
the :—Mutual Fire Insurance Coy of Saint  
François de Sales, Co. of Laval, 1814.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**Admission  
to the practice of law : Thomas Blais, 1814 ;  
V. E. Rioux, 1814 ;  
Quebec Butchers and Pork dealers Association,  
1813 ; The Saint Hyacinth electric Railway  
Coy, 1814 ; The Equitable Fire Insurance Coy  
of Montreal, 1813 ; The Mount Royal Pension  
Insurance Coy, 1832 ; Town of Sainte Anne  
de Bellevue, 1813.
- DISSIDENT SCHOOL :—**Municipality Sainte-Brigide,  
Co. Iberville, 1809.
- INSOLVENTS :—**Commiré, 1822 ; Douville, 1822 ;  
Grenier, 1821 ; Lefkovitz, 1822 ; Quinn &  
Allard, 1821 ; Mercier & Wake, 1822 ; St  
Martin, 1822.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—**  
Bunker Hill Gold Mining Coy, 1816 ; La  
Cie de l'Hôtel Mount Murray, 1815 ; The  
Franco-Canadian Soap Manufacturing Coy,  
1818 ; La loterie des infortunés, 1819 ; National  
Trust Coy, 1813 ; Sainte Agathe Hotel Coy,  
1832 ; The Albionite Coy, 1817 ; The Eureka  
Cigar Manufacturing Coy, 1815 ; The Lay  
Whip Coy, 1817 ; The Maple Clothing Coy,  
1815.
- LETTERS PATENTS GRANTED :—**The Acton Leather  
& Shoe Coy, 1807 ; The Dufferin falls lumber,  
pulp and paper Coy of Montreal, 1806.
- LICENSE GRANTED :—**Scottish Union and National  
Ins. Coy of Edimburg, 1819.
- MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :—**Of F. de  
S. Bastien to Eug. C. Bastien, 1809 ; Of M.  
Prévost to P. F. E. Petit, 1809.
- MUNICIPALITIES :—**Publication in one language only,  
—applications granted :—Saint Jean des Piles,  
1808 ; Village of Roxton Falls, 1809.
- SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED :—**Saint Paul de  
l'Île aux Noix, 1808.
- APPOINTMENTS :—**Queen's counsel :—Sections of :  
Montréal, 1805 ; Saint Francis, 1805.  
Clerk of the circuit court, clerk of the peace and  
clerk of the crown :—District of Arthabaska,  
1831.
- PROCLAMATION :—**Parliament convoked *pro forma*,  
1805.
- RULES OF COURT :—**Choquet vs Deslauriers, 1784 ;  
Dionne vs Faucher, 1833.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Bernier vs Bernier, 1821 ; Caillé vs Pagé, 1821 ; Grégoire vs Girard, 1819 ; Huot vs Gariépy, 1820 ; Joyal vs Gill, 1820 ; Lapierre vs Leduc, 1820 ; Lévesque vs Laviolette, 1819 ; Robitaille vs Gauvin, 1820 ; Vézina vs Bernier, 1821.

**SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** :—Dmes Beauchemin vs Choquette, 1820.

**TERRES DE LA COURONNE** :—*Avis de cancellation, etc.* :— Cantons Abercrombie, 1832 ; Doncaster, 1808 ; Loranger, 1832 ; Wolfe, 1807.

**VENTES PAR LES SHERIFFS :**

**GASPÉ** :—Collas & Cie vs Arbour, 1826.

**JOLIETTE** :—Dubeau vs Dubeau *et al*, 1826 ; Flamaud vs Ratelle, 1827 ; Prud'homme vs Marion, 1827.

**MONTMAGNY** :—St-Pierre vs St-Pierre, 1825.

**MONTRÉAL** :—Bourassa vs Lefort, 1829 ; Cousineau vs Dme Vinet, 1826 ; Lavallée *et al* vs Lefebvre, 1830 ; The Standard Life Assurance Coy vs Charlebois, 1827 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Guerin, 1826.

**OTTAWA** :—Fortin vs Tremblay, 1830.

**TROIS-RIVIÈRES** :—Denoncourt vs Levasseur, 1831 ; Jacques vs Lavallée, 1831.

**SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Bernier vs Bernier, 1821 ; Caillé vs Pagé, 1821 ; Grégoire vs Girard, 1819 ; Huot vs Gariépy, 1820 ; Joyal vs Gill, 1820 ; Lapierre vs Leduc, 1820 ; Lévesque vs Laviolette, 1819 ; Robitaille vs Gauvin, 1820 ; Vézina vs Bernier, 1821.

**SEPARATION FROM BED AND BOARD** :—Dmes Beauchemin vs Choquette, 1820.

**CROWN LANDS** :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Abercrombie, 1822 ; Doncaster, 1808 ; Loranger, 1832 ; Wolfe, 1807.

**SHERIFF'S SALES**

**GASPÉ** :—Collas & Cie vs Arbour, 1826.

**JOLIETTE** :—Dubeau vs Dubeau *et al*, 1826 ; Flamaud vs Ratelle, 1827 ; Prud'homme vs Marion, 1827.

**MONTMAGNY** :—St-Pierre vs St-Pierre, 1825.

**MONTREAL** :—Bourassa vs Lefort, 1829 ; Cousineau vs Dme Vinet, 1826 ; Lavallée *et al* vs Lefebvre, 1830 ; The Standard Life Assurance Coy vs Charlebois, 1827 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Guerin, 1826.

**OTTAWA** :—Fortin vs Tremblay, 1830.

**THREE RIVERS** :—Denoncourt vs Levasseur, 1831 ; Jacques vs Lavallée, 1831.

